



RAPPORT ANNUEL 2020

La solidarité internationale
du canton de Genève

© Solen Moumouni/MSF



REPUBLIQUE
ET CANTON
DE GENEVE

POST TENEBRAS LUX

Table des matières

2020 en un coup d'œil	4-5
Les pays d'intervention	6-7
Un monde frappé par la pandémie de COVID-19	8-11
L'accès aux soins et les maladies négligées	12-13
Des besoins humanitaires en constante augmentation	14-15
La lutte contre le changement climatique passe par les petits agriculteurs	16-17
L'éducation avant tout	18-19
Les droits humains au cœur de la crise sanitaire	20-21

Préface

Il est des années qui impriment durablement leur marque dans les esprits et dans l'Histoire. Nul doute que 2020, avec son lot de bouleversements, en fait partie. Elle restera bien sûr symbole de rupture et de temps difficiles, mais elle aura aussi eu le mérite de nous rappeler certaines réalités incontournables. A l'image des défis de notre époque, la pandémie de coronavirus frappe l'humanité toute entière. Chacune et chacun d'entre nous avons dû admettre notre vulnérabilité, à titre individuel comme collectif, et agir ensemble pour contenir la propagation du virus. Les notions de coopération et de solidarité prennent une signification particulière, et tout à fait concrète, à la lumière des événements que nous traversons.

Le rapport d'activités que vous allez découvrir témoigne de l'onde de choc provoquée par la pandémie. Dans de nombreux pays en développement, elle a amplifié les difficultés existantes. Les conséquences du confinement, de la fermeture des écoles et du manque d'accès aux services de santé, se traduisent ainsi par une augmentation du taux mondial d'extrême pauvreté.

Le canton a adapté sa politique de solidarité internationale au gré d'une situation qui a non seulement perturbé le déroulement des projets d'aide au développement, mais également entraîné une augmentation des besoins urgents. Certaines activités ont dû être ajustées, tandis que d'autres actions ont été priorisées en vue d'atténuer les effets de la crise sanitaire sur le terrain. Ceci sans oublier que les conflits, les changements climatiques, la persistance ou l'apparition de maladies n'ont pas cessé pour autant.

Ce contexte particulier coïncide, en 2021, avec les 20 ans de la loi sur le financement de la solidarité internationale. C'est l'occasion pour le Conseil d'Etat de souligner à quel point les valeurs d'humanisme et de solidarité sont indissociables de l'identité de notre canton. C'est également l'occasion de rappeler que de ces valeurs découlent des actes, qui touchent directement des vies humaines, transforment des destins et contribuent à relever collectivement les défis auxquels notre monde est confronté.



Nathalie Fontanet
Conseillère d'Etat

2020 en un coup d'œil



95 projets soutenus

24% des financements attribués à des projets de justice, droits humains et paix

230'000 francs alloués à 7 projets en relation avec la COVID-19

15 projets environnementaux soutenus, pour un total de 1'255'230 francs

4,5 millions de francs attribués au CICR pour ses opérations en Colombie, aux Philippines, en Lybie et en Ukraine

2,5 millions de francs octroyés à la Fédération genevoise de coopération

Montant total des subventions octroyées: 15'669'745 francs

1,4 million de francs attribués à titre de participation au loyer de 42 missions diplomatiques de pays moins avancés (PMA) pour soutenir leur présence à Genève

Carte du monde

6

Guatemala
Nicaragua
Honduras
Colombie
Pérou
Bolivie
Brésil

Suisse
Roumanie
Kirghizistan
Liban
Irak
Afghanistan
Jordanie
Népal
Bangladesh
Myanmar
Soudan
Soudan du Sud
Niger
Tchad
Yémen
Sénégal
Guinée
Burkina Faso
Côte d'Ivoire
Togo
Nigeria
Cameroun
Ethiopie
Kenya
Rwanda
Tanzanie
Thaïlande
Cambodge
Philippines
Madagascar

Répartition géographique des projets soutenus en 2020

7



Un monde frappé par la pandémie de COVID-19

Le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, déclare le 11 mars 2020 que la flambée des cas de coronavirus peut être qualifiée de pandémie. À cette date, plus de 118'000 cas avaient été signalés dans 114 pays, et 4'291 décès enregistrés.

Un an après, ce sont plus de 150 millions de cas et près de 3 millions de morts qui sont rapportés par l'OMS.

Alors que les pays de l'hémisphère nord ont payé, dans un premier temps, le plus lourd tribut, la pandémie est actuellement hors de contrôle dans plusieurs régions du Sud. Les restrictions sanitaires ont eu des conséquences catastrophiques dans les pays en développement, dans lesquels on déplore notamment une augmentation du taux de pauvreté, un recul de l'accès à la santé et à l'éducation, ainsi que de graves atteintes aux droits humains.

À travers son soutien aux organisations de la Genève internationale, de la société civile ou de la diaspora, mobilisées dans la lutte contre la COVID-19, le canton a contribué à atténuer les effets de la crise sanitaire dans certains pays.





« 114 millions d'emplois ont été perdus et 120 millions de personnes sont retombées dans l'extrême pauvreté » (UN, 2021)

En 2020, c'est toute une série d'actions d'urgence qui ont pu être déployées, grâce aux subventions cantonales, dans les régions les moins équipées pour faire face à la crise sanitaire.

Au Nicaragua, l'association AMCA (Aide Médicale en Amérique Centrale) a assuré la protection du personnel hospitalier. Des équipements médicaux individuels et des tests rapides ont été fournis par la Fondation Dr. Denis Mukwege à l'hôpital de Panzi, en République démocratique du Congo. En République de Guinée, des kits d'hygiène et de prévention ont été distribués par l'association Solidarité Suisse-Guinée.

L'engagement du canton s'est également manifesté à travers le soutien à la coalition menée par Drugs for Neglected Diseases initiative (DNDi), visant l'accélération de la recherche sur le traitement de la Covid-19 dans les pays à revenu faible et intermédiaire.

En soutenant ICVA (International Council of Voluntary Agencies), le canton a par ailleurs permis une meilleure coordination de la réponse humanitaire à la pandémie sur le terrain, notamment au Bangladesh et au Nigéria.



L'accès aux soins et les maladies négligées

La santé globale reste l'un des pôles prioritaires du financement cantonal de la solidarité internationale. Cette année encore, le canton a soutenu des organisations actives dans le domaine de l'accès aux soins et du traitement des maladies négligées.

Le noma fait partie de ces maladies pour lesquelles la communauté scientifique dispose encore de peu d'études pour identifier les facteurs de risque. « Faute de chiffres solides, l'enjeu sanitaire est sous-estimé » déplore le médecin Denise Baratti-Mayer, dans une interview au journal Le Temps. Chaque année, plus de 150'000 enfants seraient touchés par cette maladie.

Soutenu depuis 2018, le projet de la Fondation Sentinelles vise à améliorer les conditions médico-sociales des enfants victimes du noma au Niger et au Burkina Faso. En 2020, 164 cas ont été pris en charge par le Centre d'accueil de lutte contre le noma à Zinder, au Niger. Par ailleurs, le dépistage de 168 enfants souffrant de gingivite ulcéro-nécro-

tique a permis d'éviter le développement de la maladie. Au Burkina Faso, 97 enfants et jeunes adultes ont pu bénéficier d'un accompagnement social et sanitaire.

Dans les deux pays, des formations sont organisées pour des agents de santé et pour le personnel médical sur la détection précoce, le traitement et la prévention du noma. En attendant une prise en charge chirurgicale complète au niveau local, la fondation coordonne en partenariat avec les HUG et Terre des Hommes Valais, le transfert d'enfants avec des séquelles graves vers la Suisse pour y être opérés.



« Le noma est si négligé qu'il est même absent de la liste des maladies tropicales négligées de l'OMS » (Le Temps, 2020)



« Le bureau de la coordination des affaires humanitaires prévoit une augmentation de 40% du nombre de personnes ayant besoin d'aide humanitaire d'ici à un an » (OCHA, 2020)

Des besoins humanitaires en constante augmentation

Face aux besoins humanitaires qui ont continué de s'accroître ces dernières années, principalement au Moyen-Orient, le canton réaffirme son soutien aux activités du Comité Internationale de la Croix-Rouge (CICR) et de Médecins Sans Frontières (MSF).

En 2020, dans le cadre de la convention avec le CICR, la contribution annuelle cantonale a été affectée à des interventions en Colombie, en Libye, en Ukraine et aux Philippines. Le canton confirme ainsi son engagement pour des contextes de conflits oubliés et moins médiatisés pour lesquels il y a un manque de financement. Le CICR a par exemple renforcé sa présence aux Philippines dans le cadre de la crise sanitaire et en raison de la situation précaire des services de santé.

Une contribution supplémentaire a aussi été octroyée au CICR pour le Liban, afin d'apporter une aide d'urgence à la population de Beyrouth victime de l'explosion industrielle du 4 août 2020.

Afin de donner plus de visibilité à ces crises oubliées, le canton continue de soutenir « The New Humanitarian », agence de presse à but non lucratif, dont l'objectif est de fournir des informations et des analyses sur les crises humanitaires mondiales grâce à un journalisme de terrain.

La lutte contre le changement climatique passe par les petits agriculteurs

Le canton a financé en 2020 des projets environnementaux à hauteur de plus d'un million de francs. Les subventions cantonales ont été attribuées en particulier à des projets qui soutiennent les petits paysans, trop souvent oubliés sur la scène internationale des aides publiques en faveur du climat.

La fondation Biovision a été appuyée pour son projet de coopération économique entre des familles de cultivateurs et d'éleveurs en Tanzanie, visant à créer des avantages mutuels pour ces deux communautés autour des pratiques agro-écologiques, de la protection des ressources naturelles et du renforcement de l'économie circulaire. En Colombie, l'association Lectures partagées continue de soutenir la production et la commercialisation de produits agro-écologiques dans le département de Nariño.

Aux Philippines, le canton a octroyé une subvention à Action de Carême qui veille, en collaboration avec son partenaire Agro-Eco, à l'amélioration des moyens de subsistance et des revenus des familles et des organisations paysannes.



« Les petits producteurs reçoivent seulement 1,7 % de la part des finances publiques dépensées en faveur du climat » (FIDA, 2020)



« Je souhaite devenir un symbole de réussite et de travail pour toutes les jeunes filles qui pensent qu'une fille ne peut pas étudier » (Womanity, 2020)

L'éducation avant tout

En 2014, la jeune pakistanaise Malala Yousafzai reçoit le prix Nobel de la paix, notamment pour son engagement en faveur de l'éducation des filles. Son discours prononcé à cette occasion résonne encore dans les salles de classe des collèges pour filles de Kaboul, capitale de l'Afghanistan, au sein desquelles la fondation Womanity est intervenue en 2020 grâce à la contribution du canton.

A travers son projet *Girls can code*, Womanity facilite l'accès des jeunes femmes afghanes aux secteurs des technologies de l'information et de la communication (TIC) et à ceux liés aux sciences, à l'ingénierie et aux mathématiques. Le projet entend promouvoir la participation des femmes à ces domaines en pleine croissance et leur intégration sur le marché du travail et dans la société afghane.

Toujours en Afghanistan, le canton a financé cette année, par le biais de l'association Nai Qala, la construction d'une école pour filles dans le district de Yakawlang.

Par ailleurs, chaque année, des bourses sont attribuées à des étudiants de pays en développement afin de leur permettre de compléter leur formation au sein de l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID), du Centre



d'études humanitaires (GCHS), de l'Académie de droit international humanitaire et droits humains (ADH) ou encore de l'Université de Genève.

Le canton a contribué en 2020 à la transition vers des formats d'enseignement hybrides, permettant l'enseignement à distance sans pour autant perdre la valeur ajoutée que représente un séjour à Genève.



Les droits humains au cœur de la crise sanitaire

La protection des défenseurs des droits humains, le soutien aux victimes ou encore le renforcement des institutions font partie intégrante de la politique de solidarité internationale du canton.

En 2020, les mesures d'exception prises dans le cadre de la crise sanitaire ont mené à un accroissement des cas d'abus de pouvoir, de détentions arbitraires et de mauvais traitements.

Fortes de ce constat, l'Organisation Mondiale contre la Torture (OMCT) et l'Association pour la Prévention de la Torture (APT) ont répondu aux risques que pouvait représenter la COVID-19 dans les sites de détention, notamment en matière de recours excessif à la force par la police. Un plaidoyer ciblé sur la détention a mené à la libération de 3'700 détenus sur le continent africain.

Dans d'autres régions du globe, l'engagement de ces organisations s'est matérialisé par la réduction de la population carcérale, mais aussi par le développement de nouveaux modes d'accès et de visites dans les prisons.

Le canton a participé à la mise en place par l'APT de garanties procédurales au Brésil afin d'améliorer la capacité des juges à mener des audiences de garde à vue. A Madagascar et en Thaïlande, c'est autour de la systématisation de l'utilisation des registres, de la notification sur les droits des personnes détenues et de la mise en place d'une plateforme de dialogue pour la suppression de la torture que se sont concentrés les efforts de l'APT.

Les projets de solidarité internationale soutenus par le canton s'inscrivent dans l'[agenda 2030 pour le développement durable](#)



Pour plus d'informations sur le financement de projets de solidarité internationale, nous vous invitons à consulter [notre dossier web](#)

CONTACT

Département des finances et
des ressources humaines (DF)
Direction des affaires internationales (DAI)
Service de la solidarité internationale (SSI)
Rue du Vieux-Marché 4 – 1207 Genève
T. +41 22 388 15 40
si-secretariat@etat.ge.ch